

LA PAIX, RIEN QUE LA PAIX ? LA PROPAGANDE ALLEMANDE ET LA DISSIDENCE PACIFISTE DE SUISSE ROMANDE (1916-1919)

Durant la Grande Guerre, la Suisse romande constitue un lieu de refuge central pour les intellectuels issus des pays belligérants qui refusent d'apporter leur soutien à la poursuite du conflit. Attirés par l'aura de Romain Rolland, de nombreux Français et Belges rejoignent les bords du lac Léman : à partir de 1915, un véritable « milieu rollandien »¹ s'y constitue. Alors que l'esprit belliciste domine le champ intellectuel, ces voix discordantes et minoritaires cherchent à créer une « contre-culture » par le biais de petites revues militantes². Celles-ci sont principalement lancées en 1916 et 1917 et participent aux mouvements de démobilisation culturelle qui touchent alors les sociétés en guerre³. Ces publications inquiètent des gouvernements belligérants engagés dans une guerre d'usure où « le papier, l'imprimé, est aussi nécessaire que les munitions », pour reprendre la formule de l'aristocrate fribourgeois Gonzague de Reynold⁴.

Alors que les services de propagande étendent constamment leur influence au cours du conflit, la diplomatie allemande comprend progressivement les potentialités « défaitistes » des publications pacifistes de Suisse romande, des publications qui permettent de toucher et de fragiliser,

-
1. Sur les rapports entre Rolland et la Suisse, voir notamment : Alain CORBELLARI (éd.), *Romain Rolland et la Suisse*, Études de lettres, 291, 2012 ; Landry CHARRIER, « Romain Rolland, les relations franco-allemandes et la Suisse (1914-1919) », *Les Cahiers Irice*, 8, 2011, p. 91-109 ; Jean-Jacques BECKER, « Romain Rolland, la Suisse et la France pendant la Première Guerre mondiale », dans [Collectif], *Aspects des rapports entre la France et la Suisse de 1843 à 1939*, Neuchâtel, La Baconnière, 1982, p. 113-124.
 2. Christophe PROCHASSON, Anne RASMUSSEN, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 1996, p. 219.
 3. John HORNE (éd.), *State, Society and Mobilisation in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
 4. Gonzague DE REYNOLD, « L'indépendance intellectuelle de la Suisse », *Annales fribourgeoises*, 5, septembre-octobre 1916, p. 195-196.

par ricochet, l'opinion française. À Genève et Lausanne, quatre nouveaux titres sont fondés grâce au soutien discret de Berlin. Il s'agit des journaux *La Feuille* et *Paris-Genève* et des revues *La Nation* et *L'Aube*. Quant à *demain* et *Les Tablettes*, ces revues culturelles bénéficient elles aussi, après quelques mois de parution, de la magnanimité de l'*Auswärtiges Amt*. Cet article cherche à faire la lumière sur les modalités de ce rapprochement entre la propagande allemande et la dissidence pacifiste qui se réclame de Romain Rolland, en s'intéressant à trois figures centrales de l'opposition à la guerre : Jean Debrit, Henri Guilbeaux et Claude Le Maguet¹.

En France, les différents acteurs de cette dissidence se sont trouvés sous le feu d'accusations de collaboration avec l'ennemi. Si ces accusations furent pour la plupart haineuses et exagérées, certaines avaient tout de même un fond de vérité. Retracer l'histoire des infiltrations souterraines des réseaux pacifistes par l'Allemagne revient à tenter de démêler le vrai du faux, l'accusation ciblée de la calomnie, à l'aide de sources parfois lacunaires et souvent contradictoires ; mais cela revient également à tenir compte des croyances qui ont trouvé leur chemin dans les esprits des contemporains – des croyances qui ont contribué à ostraciser le camp de la dissidence.

Jean Debrit, un Romand « non-aligné »

Située au cœur de l'Europe, multilingue, la Suisse neutre représente une plate-forme névralgique de propagande pour les belligérants, spécialement dans le cadre du combat franco-allemand. La Confédération constitue dans le même temps un pôle d'attraction pour les mouvements pacifistes et accueille d'importants rassemblements internationalistes. Les conférences de Zimmerwald (septembre 1915) et Kiental (avril 1916) marquent notamment la difficile renaissance d'une Internationale socialiste brisée par les unions sacrées d'août 1914.

Pour l'Allemagne, la Suisse romande devient un véritable tremplin subversif à destination de la France au cours du printemps 1917. L'investissement allemand intervient alors que les offensives de démoralisation engagées au sein de la presse parisienne sont au point mort, comme le révèle l'affaire Bolo-Pacha². L'offensive subversive depuis la Suisse s'inscrit surtout dans un contexte marqué par un accroissement des voix

1. Une version abrégée de cet article a paru dans *Les Lettres & les Arts*, 2, 2014, p. 60-65. Concernant les cas de *Paris-Genève* et de *L'Aube*, nous nous permettons de renvoyer à notre thèse : « *Les shrapnells du mensonge* ». *La Suisse face à la propagande allemande de la Grande Guerre*, thèse de doctorat dirigée par Alain CLAVIEN, université de Fribourg, 2014, p. 346-380.
2. En février 1915, dix millions de Mark sont engagés par Berlin dans la presse parisienne pour mener une campagne de démoralisation. L'argent transite en Suisse par l'intermédiaire du khédive Abbas Hilmi qui s'y est réfugié et de son banquier français, Paul-Marie Bolo, dit Bolo-Pacha. Sur le sujet : Alfred KUPFERMAN, « L'offensive morale allemande contre la France (1914-1917) », *Revue d'Allemagne*, octobre-décembre 1972, p. 887-906.

protestataires en France. L'échec de l'offensive Nivelles au Chemin des Dames a provoqué de sérieuses brèches dans le moral des combattants et des mutineries éclatent au mois de mai 1917. Ces tensions sont renforcées par des grèves massives qui éclatent à l'arrière. La révolution russe de Février donne une énergie nouvelle aux forces pacifistes et internationalistes, qui agitent la plupart des fronts. Pour l'Allemagne, cette stratégie de propagande est formellement définie à la fin de l'année 1917, avec le lancement d'une « offensive de paix à l'étranger »³, qui doit accompagner, sur le plan psychologique, la grande offensive militaire prévue pour le printemps 1918 sur le front occidental.

Une stratégie de démoralisation symétrique prend d'ailleurs place au sein des milieux de la dissidence germanophone établis à Berne et Zurich. En avril 1917, l'Entente leur offre une tribune de premier plan en finançant la *Freie Zeitung*, un organe démocrate qui rallie les plumes acérées de Hugo Ball ou d'Ernst Bloch, afin de démobiliser l'opinion allemande⁴. Les belligérants sont alors conscients que cette guerre ne se remportera pas uniquement sur le champ de bataille et que l'opinion publique est devenue une arme redoutable dont il faut savoir maîtriser les rouages et surtout, les sursauts. Le 22 septembre 1914 déjà, dans son article « Au-dessus de la mêlée », Romain Rolland relevait l'importance de l'opinion publique dans cette guerre en ces termes :

Il n'est pas un gouvernement, si despotique soit-il et marchant appuyé sur la victoire, qui ne tremble aujourd'hui devant l'opinion publique et ne cherche à la courtiser. Rien ne l'a mieux montré que les efforts des deux partis aux prises, ministres, chanceliers, souverains – et le Kaiser lui-même, se faisant journaliste – pour justifier leurs crimes et dénoncer ceux de l'adversaire au tribunal invisible du genre humain⁵.

Pour son action d'agitation en Suisse romande, le dispositif allemand de propagande compte principalement sur un acteur local, le Genevois Jean Debrit. Le journaliste a été approché dès le printemps 1915 alors qu'il était à la tête de *La Guerre mondiale*, un quotidien refusant de verser dans la francophilie qui dominait alors le champ médiatique romand. En automne 1916, Debrit propose à la légation allemande la fondation d'un nouveau grand quotidien romand dont « l'impartialité » pourrait servir les intérêts du *Reich*. Dans un premier temps, l'*Auswärtiges Amt* refuse de soutenir cette idée car les penchants pacifistes affichés par Debrit ne lui plaisent pas⁶. Mais au printemps 1917, la peur allemande d'engager une action antiguerre

1. Stefan KESTLER, *Die deutsche Auslandsaufklärung und das Bild der Ententemächte im Spiegel zeitgenössischer Propagandaveröffentlichungen während des Ersten Weltkrieges*, Berne, Peter Lang, 1994, p. 78.
2. Landry CHARRIER, « Une histoire en chantier : pratiques et enjeux de l'émigration allemande en Suisse (1914-1918) », *Relations internationales*, 159, 2014, p. 7-16.
3. Romain ROLLAND, « Au-dessus de la mêlée », dans *Au-dessus de la mêlée*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2013, p. 63-80, ici p. 77.
4. *Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes* (ci-après PA), R122982, note concernant une discussion entre Gisbert von Romberg et Hermann von Simson, s.l., 17 septembre 1916.

disparaît avec l'éclatement des mutineries françaises, ce qui aboutit au lancement de *La Nation*, puis de *La Feuille*. Debrit bénéficie alors du soutien d'Edmond Privat, un jeune journaliste genevois actif jusque-là à Paris et qui apporte une garantie de francophilie indiscutable au projet. En 1915, Privat s'était rendu en Galicie comme reporter de guerre, ce qui l'avait rapproché de Romain Rolland¹. Au printemps 1916, il se sent dans une impasse. Le journaliste veut servir la cause polonaise au sein de la presse française, mais Philippe Berthelot, responsable de la propagande française à l'étranger, lui fait comprendre que la censure sévira pour protéger les intérêts de la Russie dans cette affaire : « le droit des peuples, c'est de la foutaise² ! », lui aurait alors indiqué celui-ci.

De retour en Suisse sur la suggestion de Rolland, Privat se démène pour créer un journal romand réellement « impartial »³, car il ne supporte pas le ton général d'une presse qu'il juge trop proche des intérêts de l'Entente. Les initiatives de Privat et de Debrit se rejoignent au cours du printemps 1917 et la propagande allemande leur verse à deux reprises 10 000 francs⁴. Privat tente alors de gagner le concours de Romain Rolland. S'il reconnaît le caractère « louable »⁵ du projet, le Français refuse d'y participer, restant ainsi fidèle à son refus de lier son nom à une revue.

La Nation, « organe suisse indépendant », est lancée le 2 juin 1917. D'après la diplomatie allemande, Debrit y défend les idées critiques à l'encontre de l'Entente alors que Privat est le garant de la francophilie apparente de la feuille⁶. Les aspirations divergentes de Privat et de Debrit ne tardent pas à provoquer des tensions et le premier nommé quitte la rédaction après deux mois d'exercice. Dans les colonnes de *La Suisse*, Privat, s'il reconnaît la « sincérité » de Debrit, ne cache pas ses désaccords avec son ancien collègue :

Comme [Debrit], je souhaite ardemment la paix des peuples durable et démocratique ; mais les fautes de la Russie envers la Pologne ne m'ont jamais fait oublier que les Alliés défendent la Belgique et la Serbie et qu'ils ont avec eux le président Wilson qui lutte pour la Société des Nations⁷.

Rolland est attristé par cette issue et considère que les excès de *La Nation* s'expliquent par ceux de la propagande des « jusqu'au-boutistes » français : « On a besoin d'un tel journal à Genève. [...] Bienvenus, tous les souffles qui

1. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre 1914-1919. Notes et documents pour servir à l'histoire morale de l'Europe de ce temps*, Paris, Albin Michel, 1952, p. 328-330 (23 avril 1915).
2. *Ibid.*, p. 835 (25 juin 1916).
3. *Ibid.*
4. PA, Berne 912, notes manuscrites sans en-tête du 31 mai 1917 et 29 juin 1917.
5. Pierre HIRSCH (éd.), *Bon voisinage, Edmond Privat et Romain Rolland*, Neuchâtel, La Baconnière, 1977, p. 41 (lettre de Romain Rolland à Edmond Privat, 12 mai 1917).
6. PA, Berne 912, Note manuscrite sans en-tête du 6 juillet 1917.
7. *La Suisse*, 3 août 1917, cité par HIRSCH (éd.), *Bon voisinage...*, op. cit., p. 44.

tâchent d'assainir l'air ! S'ils sont parfois excessifs, la faute en est à l'excès contre lequel ils luttent ; et ce n'est qu'en remédiant à celui-ci qu'on évitera les violences fatales de ceux-là », confie-t-il à Privat.

Le projet d'un grand quotidien romand est relancé par l'Allemagne dans les marges de *La Nation*. Le 28 août 1917 paraît ainsi en supplément de cette dernière, le premier numéro de *La Feuille*, « journal d'idées et d'avant-garde » dont la rédaction est dirigée par Jean Debrit. Le titre fait écho à un fameux journal parisien lancé pendant l'affaire Dreyfus et revendique appartenir à une « minorité clairvoyante ». Debrit fait par-là directement référence à l'héritage de son père Marc, rédacteur en chef du *Journal de Genève* de 1885 à 1904 et dreyfusard de la première heure². *La Feuille* entend représenter le « seul point de vue suisse, c'est-à-dire, une vision européenne de ce qui divise le monde en deux camps d'apparence inconciliable »³.

La force de frappe du journal provient en grande partie des gravures que Frans Masereel, lithographe de 28 ans, livre quasiment quotidiennement. Forte de 276 dessins et 81 croquis, la collaboration du Flamand à *La Feuille* marque les esprits. Stefan Zweig n'hésite d'ailleurs pas à comparer l'artiste à Van Gogh⁴. En mars 1918, la *Revue de Paris* considère le quotidien de Debrit comme un succès pour la propagande allemande car *La Feuille* est parvenu à convertir les idéaux allemands en idéaux suisses, humanitaires ou neutres⁵. La presse anglaise reconnaît elle aussi l'« intelligence » de Debrit qui défend « ostensiblement la philanthropie la plus large – anti-guerre, anti-souffrance, anti-oppression de toutes sortes »⁶.

« Tous coupables »

La Feuille constitue le cœur de l'action subversive allemande en Suisse romande. En décembre 1918, le légat allemand Gisbert von Romberg relèvera son importance en ces termes : « La très grande valeur de cet organe orienté tout à gauche est due au fait qu'il est l'unique porte-voix dont nous

1. *Ibid.* (lettre de Romain Rolland à Edmond Privat, Villeneuve, 7 août 1917).
2. Le capitaine Alfred Dreyfus envoie une lettre de condoléances à l'occasion de la mort de Marc Debrit. Sur le sujet : Gianni HAVER, « Une "voix suisse". Jean Debrit et son quotidien illustré "La Guerre mondiale" », communication faite dans le cadre du colloque « La Grande Guerre des magazines illustrés », Paris, 5 et 6 juin 2013.
3. *La Feuille*, 28 août 1917.
4. Stéphanie CUDRÉ-MAUROUX, « Pierre Jean Jouve chez les Bille pendant la Première Guerre mondiale », *Quarto*, 38, 2014, p. 42. Pour la période genevoise de Masereel, on consultera : Joris VAN PARYS, *Frans Masereel*, Bruxelles, Archives et Musée de la littérature, 2008, p. 103-167. Pour sa production de guerre pour *Les Tablettes* et *La Feuille* : Theo PINKUS (éd.), *Frans Masereel. Bilder gegen den Krieg*, Francfort-sur-le-Main, Zweitausendeins, 1981.
5. Franck L. SCHOELL, « La propagande allemande en Suisse française », *La Revue de Paris*, mars-avril 1918, p. 256.
6. Mrs. Julian GRANDE, *The Press*, Berne, [décembre 1918].

dispositions en Suisse occidentale¹. » À ce moment-là, la légation subventionne la publication à hauteur de 23 000 francs par mois, ce qui en fait l'une de ses plus importantes entreprises de presse en Suisse². À titre de comparaison, le *Reich* injecte environ 10 000 francs chaque mois dans les deux agences de dépêches lancées en Suisse³.

La Feuille dérange aussi bien en Suisse romande qu'en France et les accusations de corruption s'accumulent. Le rédacteur en chef de la *Tribune de Lausanne*, Paul Perret, fait notamment part de ses doutes :

M. Debrit travaille-t-il pour l'Allemagne ? C'est ce que nous nous garderons bien d'affirmer, malgré toutes les hypothèses basées sur le fait que les dépenses de la « Feuille » ne paraissent pas correspondre à ses ressources connues. M. Debrit s'est fait remarquer, dès le début de la guerre, pas sa volonté d'être impartial, de ne céder à aucun entraînement. Il y a eu quelque mérite, reconnaissons-le. Mais le bulletinier méthodique et froid de la « Guerre mondiale » est devenu le polémiste amer de la « Feuille », acharné à exploiter les torts, réels ou imaginaires, de l'Entente, à mettre en valeur tout ce qui pouvait lui nuire dans l'esprit de notre public⁴.

Pour contrer les suspicions qui l'entourent, *La Feuille* se vante le 22 janvier 1918 d'être interdite aussi bien en France qu'en Allemagne. Les autorités françaises n'étaient de leur côté pas dupes, notamment grâce aux informations transmises par leur agent, l'écrivain Guy de Pourtalès. Dès l'hiver 1917, *La Feuille* est dans le collimateur de la censure française⁵.

Jusqu'à la fin du conflit, Debrit reste un personnage écouté au sein du mouvement pacifiste. L'attitude de Rolland est peut-être la meilleure illustration du brouillage des cartes opéré par l'infiltration secrète des propagandes. En février 1918, Rolland et Debrit polémiquent dans les colonnes de la *Feuille*. Leur dispute concerne la protestation de la Croix-Rouge à l'encontre de l'utilisation des gaz asphyxiants. Debrit dénonce l'attitude de la grande centrale humanitaire qu'il juge insuffisamment « pacifiste ». Dans le même numéro, la légende d'une gravure de Masereel demande pourquoi la Croix-Rouge ne proteste pas aussi contre les canons⁶. Dans son *Journal des années de guerre*, Rolland note au sujet de Debrit : « On sent dans sa polémique trop de rancunes personnelles. Et sa passion combative lui fait perdre l'équilibre. Dommage ! Il est plein

1. BAr, R901/71084, télégramme de Gisbert von Romberg à Georg Dehn-Schmidt, Berne, 4 décembre 1918. Les sources allemandes de cet article ont été traduites par nos soins.
2. 23 titres helvétiques, au moins, ont perçu durant la guerre une subvention de la part de l'Allemagne.
3. Il s'agit de l'*Allgemeiner Pressedienst* et de la *Schweizerische Press-Telegraph*, deux agences établies à Zurich.
4. Cité par Gianni HAVER, « Une "voix suisse" ... », art. cité.
5. Landry CHARRIER, *L'émigration allemande en Suisse pendant la Grande Guerre : pratiques et imaginaires*, thèse d'habilitation en études germaniques, université Lumière-Lyon 2, 2015, p. 181.
6. *La Feuille*, 13 février 1918, cité par ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1408 (février 1918).

de talent, et sa tâche était belle¹. » Rolland défend même « l'honnêteté » de Debrit dans une discussion avec le général Maximilian von Montgelas, un Allemand lui aussi installé en Suisse. Ce dernier, relate Rolland, « s'exprime sur le compte de Debrit d'une manière qui m'étonne, car elle donne raison aux accusations portées contre lui par les journaux francophiles de Suisse romande »². Cet échange inspire à l'écrivain français la réflexion suivante :

Comme il est ridicule et un peu tragique que le fanatisme d'une juste cause entraîne ceux qui la défendent – dans un camp comme dans l'autre – à des exagérations telles qu'ils deviennent suspects, non seulement à ceux qui dans leur propre camp combattent cette cause, mais à ceux qui dans le camp opposé luttent pour la même cause. Ainsi, Debrit est suspect de germanisme même aux Allemands libéraux du parti Foerster. Et la *Freie Zeitung*, organe des Allemands républicains en Suisse, est soupçonnée par Debrit et ses amis d'émarger aux fonds secrets des Alliés. Et tout cela est faux, sans doute³.

Dans *La Nation* ou *La Feuille*, peu d'articles laissent filtrer des prises de position ouvertement germanophiles. Les dessins de Masereel ont valeur d'éditorial et brocardent chaque camp. Les magnats de l'armement, les politiciens « jusqu'au-boutistes » et les militaristes de tous bords sont les cibles préférées de l'artiste belge. L'Allemagne n'est pas épargnée. Le numéro du 20 mars 1918 représente un géant allemand muni d'un gourdin qui écrase une ville belge. La légende cite les paroles de Gustav Stresemann au *Reichstag* : « Depuis le début de la guerre, nous avons pratiqué une politique de ménagement à l'égard des neutres. » Pour le biographe de Masereel, Joris van Parys, la multilatéralité des attaques de *La Feuille* constitue une garantie de sa probité. Sur l'accusation de corruption, van Parys indique qu'il « s'agit d'une accusation ridicule puisque *La Feuille* est interdite aussi bien en Allemagne qu'en France. Dans les dessins satiriques de Masereel, le Kaiser et Ludendorff ne s'en tirent pas mieux que Clemenceau et le roi anglais »⁴.

Le maître-mot défendu par *La Feuille* est donc celui du « tous coupables ». En automne 1917, la brochure ... *et ce fut la guerre* de Debrit, financée par la propagande allemande et qui se consacre aux causes « morales, lointaines et immédiates » du conflit, avait conclu à une culpabilité partagée entre les puissances⁵. Cette répartition des responsabilités se retrouve dans les colonnes de *La Nation*, à l'occasion d'une comparaison entre l'impérialisme de l'Allemagne et celui de l'Entente :

Si l'Allemagne évacuait le nord de la France et la Belgique, les Alliés évacueraient-ils les colonies allemandes, la Turquie et la Grèce ? Si l'Allemagne accordait son indépendance à l'Alsace-Lorraine, l'Angleterre l'accorderait-elle également à l'Égypte ? [...] Dans le cas où l'Allemagne accepterait l'autonomie complète de la Pologne, l'Angleterre agirait-elle de même avec l'Irlande⁶ ?

1. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1408 (février 1918).
2. *Ibid.*, p. 1409.
3. *Ibid.*
4. Joris VAN PARYS, *Frans Masereel*, op. cit., p. 62.
5. Sur les tractations éditoriales qui précèdent cette publication : BAr, R901/71344, Jean DEBRIT, ... *et ce fut la guerre*, 1917-1919.
6. *La Nation*, 13-19 janvier 1918.

L'Entente est à pied d'œuvre pour dénoncer *La Feuille* et sa rédaction. Un ancien rédacteur, Gaston Rub-de-Crousaz, publie une brochure qui dévoile les liens de Debrit avec l'empire allemand¹. Les attaques de l'ancien reporter local sont ciblées. Elles révèlent le nom des plumes qui participent à la rédaction, comme les Tolstoïens Paul Birukoff, Pierre Jean Jouve et sa femme Andrée ou la féministe Marguerite Debrit. Le correspondant de l'agence allemande Wolff à Genève, E.-Ludwig Juillerat, écrit lui aussi pour la *Feuille*. Ce dernier collabore alors étroitement avec le dispositif d'information mis en place par les services de la légation allemande. Henri Guilbeaux et Claude Le Maguet participent également à la rédaction. Ces deux Français sont alors à la tête de revues internationalistes, *demain* et *Les Tablettes*, dont les capacités séditieuses intéressent fortement le réseau allemand de propagande.

Henri Guilbeaux, un « Robespierre » en 1917

Publié à partir du 15 janvier 1916 à Genève, le mensuel *demain : pages et documents* est vivement combattu par la censure française qui l'interdit très rapidement². Ce que nous savons de la vie d'Henri Guilbeaux, reste très dépendant des mémoires de « combat » que ce Français, né en Belgique en 1874, a rédigé en 1918 et 1933³. Journaliste et écrivain proche du mouvement anarchiste avant-guerre, Henri Guilbeaux a une bonne connaissance de la pensée allemande. Il séjourne deux ans à Berlin dans les années 1900 et publie en 1913 une *Anthologie des lyriques allemands contemporains*. En avril 1915, après une courte mobilisation, le militant syndicaliste révolutionnaire, est définitivement réformé. Âgé de trente ans, il rejoint la Suisse et collabore à l'Agence internationale des prisonniers de guerre grâce à la médiation de Rolland. Ce dernier garde en mémoire l'article publié par Guilbeaux dans la *Bataille syndicaliste* du 13 novembre 1914 : « Guilbeaux a été le premier à me défendre publiquement à Paris, en 1914, quand il y avait du danger pour moi », se souvient Rolland⁴. La première publication de Guilbeaux sur le sol suisse consiste d'ailleurs en un plaidoyer en faveur de la pensée rollandienne⁵.

1. Gaston RUB-DE-CROUSAZ, *Dans les coulisses de la Feuille*, Genève, [s.n.], 1918.
2. La revue est interdite dès le 25 février 1916 (archives d'État du canton de Genève [AEG], 2008 va 50.1.16, rapport du brigadier Kohlenberger, police de sûreté, Genève, 6 août 1918).
3. Henri GUILBEAUX, *Mon crime : contre-attaque et offensive*, Genève, Édition de la revue « demain », 1918 ; Henri GUILBEAUX, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, Paris, Gallimard, 1933. Consulter aussi Jean-Pierre MEYLAN, « Romain Rolland et Henri Guilbeaux. Un parcours commun – des itinéraires divergents (1914-1918) », *Cahiers de Brèves*, 20, décembre 2007, p. 18-23 ; Christophe PROCHASSON, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993, p. 136-156 ; Annie KRIEGL, *Histoire du mouvement ouvrier français, 1914-1920. Aux origines du communisme français*, tome 1, Paris, Mouton & Co., 1964, p. 197-202.
4. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1427 (9 mars 1918).
5. Henri Guilbeaux, *Pour Romain Rolland*, Genève, J.-H. Jeheber, 1915.

Édité par Jean-Henri Jeheber, un libraire suisse d'origine allemande, *demain* constitue dès son lancement un forum d'opposition à la guerre. La revue publie des auteurs reconnus tels que l'Anglais Edmund D. Morel, secrétaire de l'*Union of Democratic Control*, le scientifique vaudois Auguste Forel ou l'anarchiste français Maurice Wullens. Romain Rolland y occupe une place de choix, ce qui ne manque pas de le déranger, lui qui se considère comme un « indépendant irréductible »¹. Après avoir feuilleté le premier volume, il note :

Je fais grise mine au numéro parce qu'à chaque page de la partie documentaire et quelquefois à chaque demi-page je trouve mon nom. [...] Je ne décolère pas et je vais faire une scène à Guilbeaux. Mais quand je vois le pauvre garçon tout déconfit (il pensait me faire plaisir), la moitié de mes reproches me reste dans la garde. [...] Les amis sont d'aimables traîtres (des traîtres aimants). On use sa vie à lutter contre la Foire sur la Place, ils s'appliquent à vous faire rentrer dans le parc à moutons².

Si la signature de Rolland apparaît à onze reprises dans *demain*, seul « Aux peuples assassinés » est rédigé spécialement pour la revue³. Celle-ci subit une inflexion fondamentale suite au congrès de Kiental en avril 1916, durant lequel Guilbeaux rencontre Lénine et se rallie à ces idées. Ce dernier, malgré quelques réserves, en fait son intermédiaire au sein du milieu socialiste genevois⁴.

Sur le plan financier, *demain* bénéficie notamment de l'aide du pacifiste américain Louis P. Lochner, membre de la mission Henri Ford⁵. À la fin de l'année 1916 toutefois, la revue connaît des problèmes de liquidités et cesse de paraître. L'autorité allemande de propagande parvient alors à entrer en relation avec Guilbeaux. Au printemps 1917, son agent, le journaliste allemand Paul Schlesinger, propose le soutien d'un riche russe exilé à St-Moritz, Jacques Gabriel von Rosenberg. Le chiffre articulé par l'agent allemand se situe entre 10 000 et 12 000 francs⁶. Cette aide permet la relance de *demain* en mai 1917, qui plus est à un prix abaissé et avec un tirage augmenté.

Schlesinger et Guilbeaux se sont connus avant la guerre. Les attaches de l'Allemand avec la division de presse de la légation sont indiscutables. Le journaliste travaille alors pour le compte de la *Vossische Zeitung* à Genève. Il reçoit notamment des consignes du comte Harry Kessler, responsable de

1. Antoinette BLUM (éd.), *Correspondance entre Romain Rolland et Charles Baudouin (1916-1944)*, Meyzieu, Césura, 2000, p. 37 (lettre de Romain Rolland à Charles Baudouin, Genève, 10 février 1916).
2. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 644-645 (20 janvier 1916).
3. René CHEVAL, *Romain Rolland, l'Allemagne et la guerre*, Paris, PUF, 1963, p. 596-597.
4. Mauro CERUTTI, « Le mouvement ouvrier genevois durant la Première Guerre mondiale et la grève générale », dans Marc VUILLEUMIER (éd.), *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977, p. 103-210, ici p. 145.
5. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 906-907 (18 septembre 1916).
6. Archives fédérales suisses (ci-après AFS), E27/13820, enquête du Département de Justice et Police du canton de Genève, 21 janvier 1918.

la propagande artistique allemande en Suisse¹. Quant au nouvel éditeur de *demain*, l'imprimeur des Unions ouvrières de Genève Gustave Noverraz, s'il publie des feuilles anarchistes comme *Le Réveil* ou *Le Falot*, il édite également *L'Echo de Grèce*, un organe subventionné par la propagande allemande et qui s'en prend au gouvernement de Venizelos, favorable à l'Entente².

Un autre acteur du réseau allemand de propagande, le pacifiste alsacien Charles Leopold Hartmann, est aussi en contact avec Guilbeaux. Ce riche homme d'affaires de 62 ans lui fournit cent francs par numéro et se déclare « tout prêt à l'aider encore davantage »³. Hartmann est en train de préparer le lancement d'un nouveau grand journal romand, *Paris-Genève*, dont les visées sont transfrontalières. Rolland indique à ce sujet :

[Hartmann] voudrait aussi fonder à Genève un grand quotidien, à tendances pacifistes, qu'il transporterait à Paris, après la guerre. Il me fait demander par Guilbeaux si j'accepterais le poste de rédacteur en chef, avec pleins pouvoirs pour la direction, rédaction et orientation du journal : il affecterait à cette place des appointements de 22 000 francs⁴.

Rolland refuse catégoriquement. Il se fâche dans le même temps avec Guilbeaux suite au tournant éditorial pris par *demain* dans son numéro de juin 1917 :

Sur sept articles, quatre me sont consacrés, en sorte que la revue a l'air d'être dirigée par moi. Or, Guilbeaux se sert de ce patronage pour lancer les idées les plus opposées aux miennes ; il sait que je ne les approuve pas, et, sans peut-être le calculer, il compte me forcer la main et m'entraîner dans son action⁵.

Rolland n'accepte pas les « révélations humiliantes et dangereuses » faites par Guilbeaux sur l'état des troupes françaises. *demain* est en effet l'une des rares publications à évoquer les cas de mutineries qui fragilisent les lignes françaises. L'échec de l'offensive Nivelle est alors quasiment tu dans la presse française⁶. « Malgré tout ce que l'on peut dire [...] le front est gagné par l'esprit révolutionnaire : [...] on pétitionne dans les tranchées contre une nouvelle campagne d'hiver et l'on fait circuler des listes demandant la constitution de

1. Harry KESSLER, *Das Tagebuch 1880-1937, Band 6 : 1916-1918*, Stuttgart, Cotta, 2006, p. 114-115 et p. 152 (27 novembre 1916 ; 14 février 1917). Cf. PA, Berne 405, rapport de Rudolf Kommer et Paul Schlesinger sur les propagandes britannique et américaine en Suisse, août 1918.
2. PA, R122983, note secrète non signée, « Subventions à la presse grecque », Berlin, 17 juin 1917.
3. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1235 (mi-juin 1917). Sur Hartmann : Jean-Claude MONTANT, *La propagande extérieure de la France pendant la Première Guerre mondiale : l'exemple de quelques neutres européens*, Paris/Lille, Atelier national de reproduction des thèses, 1988, p. 1116-1119.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*, p. 1249 (25 juin 1917).
6. John HORNE, « Information, opinion publique et l'offensive Nivelle », dans Laurent GERVEREAU, Christophe PROCHASSON (dir.), *Images de 1917*, Paris, BDIC, 1987, p. 72-79.

comités d'ouvriers et de soldats »¹, écrit Guilbeaux. Rolland fait part de ces doutes à son ami :

Je vous ai dit et écrit, à maintes reprises, et surtout, avec insistance, ces semaines dernières, que je ne pouvais admettre que, dans votre campagne contre l'impérialisme, vos coups fussent presque entièrement réservés aux Alliés, alors que vous passez presque entièrement sous silence les Empires Centraux, qui restent, pour moi, le danger principal de réaction européenne, le principal foyer du mal dont toutes les nations sont plus ou moins atteintes².

La lignée éditoriale de *demain*, par contre, n'est pas pour déplaire au ministère allemand de la Guerre, qui relève à son sujet : « Noble revue avec des articles et des rapports précieux [...], très habile dans le choix des voix des différents camps. [...] Attitude contre l'Allemagne pas plus défavorable qu'à l'encontre des autres belligérants³. »

À partir de l'été 1917, Romain Rolland cherche à « dégager, sans équivoque »⁴ sa pensée de celle de Guilbeaux. Les divisions dans le camp de la dissidence pacifiste apparaissent désormais de plus en plus nettement. Le poète français Pierre Jean Jouve, un autre proche de Rolland, s'inquiète lui aussi des idées désormais défendues par Guilbeaux, qu'il qualifie de « Robespierre atrabilaire »⁵, alors que l'année précédente, Jouve avait publié son *Poème contre le grand crime* aux éditions de la revue *demain*. La ligne éditoriale de Guilbeaux est désormais ouvertement bolchevique. Guilbeaux collabore en parallèle à *La Nouvelle Internationale*, fondée à Genève en mai 1917, et travaille comme correspondant de *La Pravda* et de l'agence télégraphique russe⁶. Pour Rolland, Guilbeaux devient « une célébrité révolutionnaire, l'apôtre du Bolchevisme en Occident »⁷. En novembre 1918, le contre-espionnage anglais publie d'ailleurs un « Mémoire sur la Suisse comme centre bolchevik »⁸. Londres dénonce les subventions allemandes accordées à *demain*, mais aussi à Jean Debré et sa *Feuille*. Le *Foreign Office* écrit : « personne ne contestera le fait que les Allemands ont dépensé une belle somme d'argent dans les organisations révolutionnaires existantes et les ont même imitées [...] dans le but de hâter la révolution dans les pays de leurs ennemis⁹. »

1. Henri GUILBEAUX, « Paix et révolution », *demain*, 14, juin 1917, p. 67.
2. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1248 (lettre à Henri Guilbeaux, 27 juin 1917).
3. *Handbuch der Auslandspresse, 1918*, Auslandstelle des Kriegspresseamts, Berlin, Mittler, 1918, p. 160.
4. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1250 (lettre à Henri Guilbeaux, 29 juin 1917).
5. *Ibid.*, p. 1176 (lettre de Pierre Jean Jouve à Romain Rolland, 8 mai 1917).
6. Nicole RACINE, « Henri Guilbeaux », dans Jean MAITRON (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome XXXI, Paris, Les Éditions ouvrières, 1988, p. 86 ; Alfred E. SENN, *Diplomacy and Revolution, The Soviet Mission to Switzerland, 1918*, Londres, University of Notre Dame Press, 1974, p. 111-124.
7. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1479 (1^{er} juin 1918).
8. National Archives (Kew), CAB 24/69, Political intelligence department (Foreign Office), « Memorandum on Switzerland as a bolshevik centre », 2 novembre 1918.
9. *Ibid.*

Une mise à mort

En novembre 1917, Georges Clemenceau est nommé à la présidence du Conseil. Devant les Chambres, son programme et son attitude belliqueuse suscitent une salve d'applaudissements : « Plus de campagnes pacifistes, plus de menées allemandes. Ni trahison, ni demi-trahison : la guerre. Rien que la guerre¹. » La lutte du gouvernement français contre les « défaitistes » a des implications directes sur les mouvements pacifistes basés en Suisse. Joseph Caillaux, l'adversaire politique de Clemenceau, est arrêté et accusé d'avoir collaboré avec l'ennemi allemand. Clemenceau et Raymond Poincaré, le président de la République, entendent lutter contre toute paix négociée, une prétention qu'ils prêtent à Caillaux. Correspondant du *Matin* en Suisse, Georges Casella est alors chargé de rassembler des preuves de la compromission supposée de Caillaux avec l'Allemagne.

Accusé d'avoir fomenté des mouvements insurrectionnels en France, Henri Guilbeaux est l'une de ses cibles principales. En février 1918, une instruction est ouverte, de France, contre le rédacteur de *demain* pour intelligence avec l'ennemi. D'après des propos d'Emile Haguenin, le responsable du bureau français de propagande à Berne, les numéros de *demain* consacrés aux troubles dans l'armée française auraient « eu une répercussion violente à Paris, dans le monde politique »². Plusieurs numéros parviennent notamment en France par le biais du réseau de la *Vie ouvrière*. À l'échelle du lectorat français, l'impact de la revue reste limité sur le plan quantitatif, d'autant que la censure veille. Il n'en reste pas moins inversement proportionnel à la vigueur répressive progressivement mise en branle par les autorités françaises contre *demain*. D'après Rolland, *demain* compte ainsi 265 abonnés en septembre 1916, 800 acheteurs au numéro au début 1917³, alors que la revue annonce un tirage de 1500 exemplaires en 1918⁴.

Le service français de renseignement est parvenu à mettre la main sur une lettre compromettante de Guilbeaux à Schlesinger (16 avril 1917), lettre dans laquelle le Français évoque une aide de 50 000 francs pour une année d'édition. Cette pièce à conviction est utilisée auprès des autorités fédérales contre la présence de Guilbeaux en Suisse. Le 18 juin 1918, l'attaché militaire français le dénonce auprès du Ministère public fédéral, qui surveillait déjà les activités de Guilbeaux depuis 1915. Une grande enquête est lancée pour atteinte à la neutralité suisse. Pour se défendre,

1. Georges CLEMENCEAU, « Discours du 20 novembre 1917 », dans Christophe BOUTIN (éd.), *Les grands discours du XX^e siècle*, Paris, Flammarion, 2009, p. 24.
2. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1506 (24 juin 1918).
3. *Ibid.*, p. 907 (18 septembre 1916) et p. 1079 (22 février 1917).
4. À titre de comparaison, la plus influente revue culturelle de Suisse, *Wissen & Leben*, tire alors à 2 800 exemplaires (*Annuaire de la presse suisse 1917/1918*, Zurich, Orell Füssli, 1918, p. 336 et p. 439).

Guilbeaux publie une brochure, *Mon crime*, dans laquelle il identifie le « défaitisme » dont on l'accuse à une critique de l'impérialisme français¹. Il n'y évoque pas les aides financières perçues par la revue. Par contre, dans son récit autobiographique (1933), le Français reconnaîtra avoir reçu de l'argent de Rosenberg et Schlesinger, toutefois « sans contre-partie »².

Rolland est très actif pour défendre la probité de Guilbeaux. Il écrit par deux fois au conseiller fédéral Gustave Ador et tente, en été 1918, une médiation auprès des autorités françaises. À Berne, il rencontre Haguenin et son adjoint, André François-Poncet, qui lui montrent les pièces à conviction, mais Rolland ne veut pas croire à la culpabilité de son ami, qu'il juge passionné et incorruptible, une qualité reconnue par Haguenin lui-même³. En été 1916 pourtant, Rolland avait cette remarque éclairante au sujet du tempérament de son ami : « Guilbeaux, dans son emportement, est homme à commettre les pires maladresses⁴. » Il avait d'ailleurs mis Guilbeaux en garde contre les soutiens financiers de sa revue, notamment celui de Rosenberg, qui lui paraissait « un peu équivoque »⁵. Guilbeaux lui-même a cultivé une attitude pleine d'ambiguïté. Suite à une discussion avec Masereel, Rolland relève « l'ironie diabolique avec laquelle [Guilbeaux] semble prendre à tâche de justifier les accusations stupides portées contre lui par ses pires ennemis⁶. » Il ajoute :

[Guilbeaux] s'amuse à parler allemand, avec affectation, parmi des gens qui le soupçonnent d'être boche. Ou, dans la rue, à très haute voix, pour scandaliser, il parle de ses illustres relations avec des Boches, qu'il ne connaît pas et ne connaîtra jamais, « mon ami de Bülow », comme il dit. Ou d'autres propos plus graves. Il y met une forfanterie de gavroche enragé⁷.

L'enquête suisse montre que Guilbeaux a reçu de l'argent de Schlesinger mais aussi de Jonas Zalkind, représentant du nouveau gouvernement russe en Suisse en mai 1918⁸. Arrêté le 11 juillet 1918, il déclare lors de son interrogatoire à la prison de Saint-Antoine :

Depuis que j'écris, c'est-à-dire depuis 15 ans j'ai toujours combattu avec désintéressement [sic] pour l'idéal de fraternité universelle et en plusieurs circonstances j'ai sacrifié ma position matérielle [sic] à mon idéal. En toute conscience, je n'ai aucun reproche à me faire et ne rougis pas des divers concours généreux que j'ai rencontrés pour soutenir mon œuvre, alors que tant d'organes travaillent pour la guerre et peut-être sans désintéressement [sic]⁹.

1. GUILBEAUX, *Mon crime...*, op. cit., p. 19.
2. GUILBEAUX, *Du Kremlin au Cherche-Midi...*, op. cit., p. 162.
3. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1507 (24 juin 1918).
4. *Ibid.*, p. 839 (fin juin 1916).
5. *Ibid.*, p. 1333 (20 octobre 1917).
6. *Ibid.*, p. 1321 (11-12 octobre 1917).
7. *Ibid.*
8. AFS, E27/13820, rapport du Ministère public fédéral au Département de Justice et Police, Berne, août 1918.
9. AEG, 2008 va 50.1.16, interrogatoire d'Henri Guilbeaux par la police de sûreté, Genève, 11 juillet 1918.

En août, le procureur général estime que les accusations d'actes contraires à la neutralité suisse ne sont pas suffisamment fondées et Guilbeaux est remis en liberté provisoire. En octobre 1918, alors que les tensions sociales augmentent, il est assigné à résidence dans des cantons éloignés de la frontière, sous menace d'internement¹. Cette répression ne fait que radicaliser sa position. Après l'avoir rencontré, Stefan Zweig note à son sujet : « Sa folie agressive frappe les yeux bandés ; il ne pense à personne qu'à lui-même. [...] Il n'a qu'un dogme, Karl Marx et le léninisme². » Suite à la grève générale qui touche une grande partie de la Suisse urbaine le lendemain de la signature de l'armistice, Guilbeaux est une nouvelle fois arrêté, bien qu'il n'ait pas participé au mouvement. Contrôlée en sous-main par le Quai d'Orsay, la *Tribune de Genève* le traite le 16 novembre de « paquet d'immondices ». L'anticommunisme imprègne alors fortement la bourgeoisie suisse. Dès le premier jour de la grève générale, les autorités fédérales ont expulsé la mission bolchevique. Guilbeaux est lui aussi expulsé en février 1919 en compagnie d'une quinzaine de militants maximalistes russes³.

« De la presse honnête et payante »

L'infiltration de l'Allemagne au sein de la rédaction des *Tablettes* est plus délicate à saisir. Cette revue est fondée à Genève en octobre 1916 par Claude Le Maguet, de son vrai nom Jean Salives, avec l'aide de Frans Masereel et d'un autre dissident français, Albert Ledrappier. Alors âgé de trente ans, Le Maguet est un typographe français de tendance libertaire. Réfractaire depuis 1908, il a fui en Belgique avant d'arriver en Suisse en 1913. Il ne suit pas l'évolution léniniste de Guilbeaux et *Les Tablettes* se réclament avant tout de l'anarchisme et de non-violence de Tolstoï. En juin 1917, un numéro spécial est consacré au grand écrivain russe, décédé en 1910 et qui séjourna à de nombreuses reprises en Suisse. *Les Tablettes* publient des contributions d'Alfred Hermann Fried, récipiendaire du prix Nobel de la paix (1911) qui a déplacé la rédaction de sa *Friedenswarte* en Suisse au printemps 1915, de Stefan Zweig ou de Romain Rolland. Ce dernier, très influencé par les œuvres de Tolstoï dans sa jeunesse, est perçu comme un « grand frère »⁴ par Le Maguet.

1. AFS, E1004.1, vol. 269, procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 30 septembre 1918.
2. Jean-Yves BRANCY (éd.), *Romain Rolland – Stefan Zweig. Correspondance, 1910-1919*. Traduction des lettres allemandes par Siegrun BARAT, Paris, Albin Michel, 2014, p. 492-493 (lettre de Stefan Zweig à Romain Rolland, Rüschlikon, 4 octobre 1918).
3. AFS, E1004.1, vol. 269, procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 7 décembre 1918 dans le cadre de l'affaire Morduck Gantschak et consorts.
4. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1176 (lettre de Claude Salives à Romain Rolland, 8 mai 1917).

La plupart des rédacteurs sont des dissidents français, comme les poètes Marcel Martinet et surtout Pierre Jean Jouve, qui y publie sa « Danse des morts ». Sa femme Andrée Jouve collabore également à la rédaction, tout comme Paul Birukoff, ancien secrétaire et biographe de Tolstoï. Marguerite Debrit, qui traduit en français le *Journal intime* de Tolstoï en 1917¹, fait également partie de l'équipe des *Tablettes*. Rédactrice pour l'agence Havas à Genève, elle n'aurait pas respecté les consignes de l'agence – « ne donner que ce qui est favorable à l'Entente et défavorable aux Empires centraux » – si l'on se fie aux souvenirs de son mari². Est-ce que le couple Debrit est utilisé par les Allemands pour influencer sur *Les Tablettes* ? Rien ne permet de l'affirmer. Cependant, dès la fin de l'année 1916, le légat allemand indique agir sur la ligne de la revue grâce à l'activation d'un intermédiaire dont il ne cite pas le nom³. Le numéro de décembre des *Tablettes*, dont la couleur est jugée « très germanophile »⁴, est alors envoyé par la légation bernoise à l'*Auswärtiges Amt*. Il contient notamment *La Danse macabre*, une série de bois expressionnistes de Frans Masereel. L'Allemagne suit de près les *Tablettes* puisque tous les numéros qui paraissent après septembre 1917 sont transmis à Berlin⁵.

Peu de revues pacifistes ont finalement échappé aux appétits de la division de presse de la légation allemande. L'exemple du *Carmel*, paru de 1916 à 1918, semble plutôt isolé. Son rédacteur, Charles Baudouin, était d'ailleurs conscient de l'ingérence tentaculaire des intérêts belligérants dans un monde médiatique aligné sur les nouvelles conditions de production du temps de guerre. Baudouin confiait à Rolland : « Si l'on ne veut pas prostituer sa plume, on se fait fermer toutes les portes, et la vie est plus que difficile. Pensez à moi si vous découvrez cette pierre philosophale : de la presse honnête et payante [...] »⁶.

Double gagnant

Dans un contexte social de plus en plus tendu et dans un conflit culturel « total », l'engagement pacifiste en territoire neutre s'est retrouvé pris dans les mailles des propagandes belligérantes. En 1917, il constitue un levier d'action, délicat mais inévitable, pour l'Allemagne en Suisse romande et le *Reich* est prêt à soutenir des publications qui le noircissent, si cela permet de porter des coups à ses ennemis. Mais l'Allemagne ne peut user d'une arme

1. Lev N. TOLSTOÏ, *Journal intime des quinze dernières années de sa vie, 1895-1910*, traduit du russe par Natacha ROSTOWA et Marguerite JEAN-DEBRIT, Genève, Jeheber, 1917.
2. Jean DEBRIT, *Marguerite Debrit, journaliste*, Genève, A. Renaud, 1919, p. 6.
3. PA, R122982, Gisbert von Romberg au chancelier impérial, Berne, 23 décembre 1916.
4. *Ibid.*
5. BAR, R901/71292, *Les Tablettes*, 1917-1918.
6. BLUM, *Correspondance...*, op. cit., p. 69 (lettre de Charles Baudouin à Romain Rolland, Sacconnex d'Arve, 3 juillet 1918).

de précision et doit se contenter de tirer à l'aveugle. La marge de manœuvre de la légation allemande sur les différentes rédactions, notamment sa possible action de censure, est en l'état impossible à établir. Toutefois, le degré de collaboration des différentes feuilles semble loin d'être identique. Les titres dirigés par Debrit paraissent relativement accessibles aux arguments allemands, alors que dans les cas de *demain* et des *Tablettes*, l'empire wilhelmien s'est probablement contenté d'une aide financière indirecte.

Les archives allemandes montrent que Debrit était en contact étroit avec ses bailleurs de fonds. Le cas de Guilbeaux est différent. A-t-il consciemment fermé les yeux sur les intérêts que représentait Schlesinger ? Cela paraît vraisemblable et *demain* a probablement profité avec opportunisme des largesses de la propagande allemande. Guilbeaux ressort ainsi plutôt de la catégorie des agents doubles, acceptant l'argent allemand d'une main et fouettant l'empire de l'autre. « Les révolutionnaires du courant de Lénine-Trotsky étaient préparés à accepter de l'aide des deux camps belligérants », relève ainsi le *Foreign Office* à la fin du conflit, « à l'unique condition que, ce faisant, ils promouvaient leur objectif principal – la révolution européenne par la force et le renversement de tous les gouvernements nationaux »¹. Quant aux *Tablettes*, le voile qui recouvre l'infiltration de l'argent allemand et une hypothétique action d'influence reste à lever.

La sortie de guerre des différents titres est également révélatrice de leur rapport à l'Allemagne. En décembre 1918, la diplomatie allemande coupe ses subventions aux différentes revues contestatrices. Le dernier numéro des *Tablettes* paraît en janvier 1919, celui de *La Nation* en mars 1919. Le Maguet reste actif à Genève et deviendra fonctionnaire de la Société des Nations. Retiré du militantisme politique, il n'est plus surveillé par le service politique de la police genevoise à partir de 1922². Quant à Jean Debrit, il paye son engagement du temps de guerre car le milieu médiatique romand l'ostracise. Il est exclu de l'Association de la Presse genevoise en décembre 1918. *La Feuille*, ralliée au maximalisme russe, survit un temps à l'arrêt des hostilités. Elle passe sous la dépendance financière de John de Kay, un millionnaire américain proche des intérêts bolcheviques³. L'aventure se poursuit de façon chaotique jusqu'en août 1920, date de la cessation d'activités. L'exil du Genevois l'amène pour un temps à Berlin où l'*Auswärtiges Amt* lui trouve un appartement⁴. Lorsque Debrit perd sa femme Marguerite en décembre 1919, Rombert, désormais retraité, lui fait part de ses condoléances : « Puissiez-vous trouver quelque

1. National Archives (Kew), CAB 24/69, Political intelligence department (Foreign Office), « Memorandum on Switzerland as a bolshevik centre », 2 novembre 1918.
2. AEG, 2008 va 50.2.292, rapport de l'inspecteur Corboz, Genève, 2 juillet 1946.
3. PA, R11419, lettre de l'*Auswärtiges Amt* au Commissaire d'État pour la surveillance de l'ordre public, Berlin, 29 décembre 1919.
4. Bibliothèque de Genève, fonds Jean Debrit, 2001/34, Division de presse de l'*Auswärtiges Amt* au *Wohnungsamt* Berlin-Wilmersdorf, Berlin, 22 février 1921.

consolation en continuant l'œuvre que vous aviez jadis si ouvrageusement [*sic*] entreprise en commun avec votre fidèle compagne¹. » Debrit n'officiera plus jamais dans une rédaction romande et restera en poste à Berne, à la *Revue automobile*, jusqu'à sa mort en 1956.

La revue *demain* a cessé de paraître dès l'automne 1918, suite aux démêlés judiciaires de Guilbeaux. Après l'armistice, l'Allemagne n'accepte pas, dans un premier temps, le passage du militant bolchevique sur son territoire pour son voyage vers la Russie². Condamné à mort à Paris par contumace pour intelligence avec l'ennemi, il peut finalement se rendre à Moscou en mars 1919, non sans que Debrit n'ait usé de ses relations avec la légation allemande³. Fait citoyen russe, Guilbeaux prendra la parole lors du congrès de fondation du Komintern. Dans les années vingt, le communiste est actif à Berlin et Moscou. En 1932, il se constitue prisonnier dans une France gouvernée par le second Cartel des gauches. Son procès de révision l'amnistie à l'unanimité des voix⁴. Le climat parisien est alors à mille lieues de celui qui régnait au moment de sa condamnation à mort. Le pacifisme représente désormais une valeur refuge pour une mémoire combattante qui espère avoir vécu la « der des ders », quand il ne s'agit pas, comme le veut le pacte Briand-Kellogg de 1928, de mettre la guerre hors-la-loi.

La notion d'« agent » de propagande est donc polysémique et ne définit pas simplement la posture d'un receveur passif d'instructions. Ses intérêts propres interfèrent directement avec ceux de ses commanditaires. Si leur alliance fut contre nature, les propagandistes allemands et certains intellectuels dissidents se sont en tout cas retrouvés unis contre un ennemi commun, le jusqu'au-boutisme français, qui étendait son influence sur de nombreux esprits en Suisse romande. La politique « défaitiste » des Allemands a donc fonctionné sur le modèle des doubles gagnants, comme elle l'avait fait dans le cadre du voyage de Lénine et de ses proches de Zurich à Petrograd. Romain Rolland relie d'ailleurs ces deux expériences dans son *Journal* :

[Guilbeaux] n'a pas vu plus d'inconvénient à prendre Schlesinger pour intermédiaire que Lénine à accepter d'être transporté en Russie à travers l'Allemagne. Professant ouvertement une hostilité irréductible contre le gouvernement allemand (comme contre tous les gouvernements), Lénine trouva naturel de se servir de l'un ou de l'autre pour les fins de sa cause propre⁵.

1. *Ibid.*, lettre de Gisbert von Romberg à Jean Debrit, Hohenfriedeberg, 12 décembre 1919.
2. *Documents diplomatiques suisses*, vol. 7/1, Berne, Benteli, 1979, p. 210 (télégramme de la Division des Affaires étrangères aux légations de Suisse, Berne, 17 janvier 1919).
3. Hans Huldrych WALSER (éd.), *Auguste Forel. Correspondance 1864-1927*, Berne, Hans Huber, 1968, p. 464 (lettre de Madame Henri Guilbeaux à Auguste Forel, Saint-Maurice, 24 janvier 1919).
4. RACINE, « Henri Guilbeaux », art. cité, p. 88.
5. Romain ROLLAND, *Journal des années de guerre...*, op. cit., p. 1508 (24 juin 1918).

Jusqu'à la fin pourtant, Rolland s'est refusé à condamner publiquement l'attitude de Guilbeaux, qu'il jugeait victime d'un complot orchestré de France. « J'aimerais mieux être condamné injustement que renier un ami qui me fut toujours fidèle »¹, explique-t-il notamment en mars 1918. Quelques mois plus tard, s'il considère que Guilbeaux a bien agi avec une « coupable légèreté »², Rolland se refuse toutefois à qualifier son attitude de déshonorante : « Je n'aime pas son fanatisme », écrit Rolland, « mais j'estime sa conviction – toute conviction, même si j'en dois être victime³. » Cette fidélité de Rolland à l'égard de son « disciple » a en effet un coût pour celui qui s'est placé « au-dessus de la mêlée ». Si Rolland a toujours refusé un engagement trop marqué avec un groupe ou une revue, il n'en est pas moins aspiré par les soupçons de corruption qui entourent les cercles pacifistes, tout spécialement dans le cas de *demain*. Son ami, l'écrivain suisse Carl Spitteler, reviendra sur cette problématique après-guerre. Il écrit au sujet de Rolland : « Si j'ai gardé le silence, c'est que je déplore les idées politiques de notre cher ami, et plus encore ses associations fâcheuses, les Guilbeaux, les Débrit [*sic*] etc. Ici je ne saurais dire avec le proverbe : les amis de nos amis sont mes amis⁴. »

Dans la dernière phase du conflit, le réseau de *L'Action française* et la propagande française se déchaînent contre les attaches de Rolland avec *demain* ou *Les Tablettes*. Un pamphlet de la journaliste genevoise Isabelle Debran, mis en valeur en couverture de la *Freie Zeitung*, l'instrument subversif de l'Entente contre l'Allemagne, a alors beau jeu de considérer Rolland comme l'*initiateur du défaitisme*⁵. Dans cette guerre de plumes contaminée par les enjeux de propagande, le « maître » des uns est devenu un « traître » tout désigné pour leurs ennemis.

Alexandre ELSIG

1. *Ibid.*, p. 1427 (lettre de Romain Rolland à Paul Seippel, 9 mars 1918).
2. *Ibid.*, p. 1618 (lettre de Romain Rolland à Paul Seippel, 16 octobre 1918).
3. *Ibid.*
4. BLUM, *Correspondance...*, *op. cit.*, p. 133 (lettre de Carl Spitteler à Charles Baudouin, Lucerne, 15 juillet 1919).
5. Isabelle DEBRAN, *Monsieur Romain Rolland : initiateur du défaitisme*, Genève, Henri Jarrys, 1918. Sur l'instrumentalisation du « défaitisme » par la Troisième République : Galit HADDAD, *1914-1919 : ceux qui protestaient*, Paris, Les Belles Lettres, 2012, p. 266-271.